

**Bien que les autoritarismes aient été ébranlés dans le monde arabe, le tableau ne pousse pas à l'optimisme, même si les sociétés peuvent demeurer revendicatives voire mobilisées.**

*Philippe Droz-Vincent*, professeur des universités, Sciences-Po Grenoble.

# ÉTATS ET AUTORITARISMES DANS LE MONDE ARABE

Le monde arabe, sous l'angle de ses régimes politiques, est marqué par l'enracinement de l'autoritarisme, un trait de longue durée dans cette région, par comparaison avec l'Afrique, l'Asie ou l'Amérique latine, voire l'Europe de l'Est. Dans ces dernières aires géographiques, des processus de démocratisation ou au moins des prémisses d'ouvertures politiques s'étaient affermis depuis la fin de la Guerre froide. Certes, ils se sont affaiblis au milieu des années 2000, avec la montée d'une « autocratisation » des régimes politiques, au sens de renforcement des traits autoritaires (si on suit *Democracy Report 2022: Autocratization Changing Nature?* publié par le V-Dem Institute) et avec un recul des perspectives de démocratisation, mais sans totalement gommer celles-ci et les déraciner. Le contexte est bien différent dans le monde arabe où l'autoritarisme semble y perdurer, avec des nuances importantes dans les années 2010.

## UN PROFOND ÉBRANLEMENT DES RÉGIMES AUTORITAIRES

L'autoritarisme dans le monde arabe se mesurait à l'ancrage en terme de longévité – à ne pas confondre avec une quelconque stabilité – de régimes politiques qui avaient pris le contrôle des États, détournant leurs institutions dans le sens d'une perpétuation de cliques resserrées qui en contrôlaient les leviers essentiels, les vidant de leur substance, dirigeant des appareils sécuritaires et militaires, pléthoriques voire expansifs en termes d'activités économiques dans les sphères civiles, et cultivant la faiblesse de sociétés (civiles) qui étaient revigorées

dans les années 2000 (ne serait-ce qu'avec l'apparition des réseaux sociaux), mais restaient empêchées dans leurs capacités de contre-pouvoirs. Ces régimes politiques avaient vidé les jeux politiques de toute substance, d'abord de toute possibilité d'assurer une alternance. Le système régional spécifique assurait en complément une forme de collusion entre ces autoritarismes, ou en tout cas ne gênait pas leur légitimation et leur stabilisation interne, en particulier le conflit israélo-palestinien restait contenu dans les cadres de la politique régionale avant le 7 octobre. Et le système international validait cette situation, indépendamment des discours sur l'ordre libéral international en expansion ou la promotion de la démocratie, pour une région considérée comme spécifique car stratégique (flux de pétrole et de gaz, présence d'Israël).

Cependant, le monde arabe a été aussi source de « surprises » qui se sont manifestées du début à la fin de la décennie 2010, signalant les difficultés des systèmes autoritaires à imposer leur règne exclusif sur leurs sociétés. Certes, ces surgissements n'ont pas débouché sur des « succès » (c'est-à-dire des démocratisations), mais leur répétition a été un signe de malaises persistants. Ces révoltes sont fondées sur le soulèvement de multiples et larges secteurs des sociétés, et non pas seulement de certains secteurs ou catégories sociales voire classes, et sur le rassemblement massif de protestataires dans des espaces urbains centraux. Elles ont débuté avec les « révoltes » arabes de 2011, en Tunisie, Égypte, Bahreïn, Libye, Yémen et Syrie – d'autres États ont ressenti les prémisses de mouvements de contestation larges, mais les ont jugulées. Elles ont mené à la chute de présidents



Le président égyptien Al Sissi (à droite) accueille le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane (au centre). Le Caire, le 15 octobre 2024./ EGYPTIAN PRESIDENCY/HANDOUT/ ANADOLU VIA GETTY IMAGES

ancrés au pouvoir sur des dizaines d'années, comme Zine El Abidine Ben Ali, Hosni Mubarak, Moummar Qaddafi ou Ali Abdullah Saleh.

Si les « succès » quelques années après dans les États concernés ne sont pas au rendez-vous des espoirs des sociétés, des mouvements « révolutionnaires » (*thawriyya*) du même type, basés sur les mêmes facteurs, se sont reproduits en 2019-2020 au Liban, en Irak, en Algérie et au Soudan. Dans les deux derniers cas, ils ont occasionné la chute d'autocrates comme Omar Al Béchir et l'inamovible président Abdelaziz Bouteflika. On pourrait ajouter le mouvement « Femme, vie, liberté » (*zan, zendegi, azadi*) fin 2022 en Iran qui signalait la révolte de larges couches de la société contre le régime de la République islamique, pour la première fois de manière ouverte. Et en décembre 2024, la chute brutale de Bachar al Assad a rappelé la fragilité des régimes autoritaires malgré les apparences contraires. Un mouvement sourd de contestation par les sociétés parcourt le monde arabe, même si ses débouchés politiques sont incertains.

### RÉAFFIRMATIONS AUTORITAIRES PAR ACTION DES APPAREILS MILITARO-SÉCURITAIRES

L'autoritarisme soumis à des ébranlements très sérieux n'en perdure pas moins, dessinant ce qui va être appelé

dans le monde arabe une vague « contre-révolutionnaire » à partir de 2012-13, qui se prolonge en 2020-21, voire en 2022 (en Iran). Cette réaffirmation après les soubresauts « révolutionnaires » est marquée par la restructuration des régimes, ou de ce qu'il en reste après les bouler par les révoltes, par des réseaux sécuritaires et militaires. En particulier, les armées ont joué un rôle fondamental, quand elles ont gardé une cohésion après l'ébranlement des régimes, en tant qu'acteurs institutionnels qui ont servi de colonne vertébrale pour reconstruire des régimes plus étriqués et plus refermés sur eux mêmes, à l'image du rôle du général Abdelfattah Al Sissi en Égypte, du chef d'État-major en Algérie ou du haut commandement de l'armée soudanaise (et de l'expansion sécuritaire de l'ancien régime, les Forces de soutien rapide). Certains de ces appareils militaro-sécuritaires ont mené des coups d'État contre des prémisses de la transition civile (en Égypte en 2013, au Soudan en 2021) pour forcer sur les sociétés l'imposition de cadres autoritaires renouvelés au nom de la stabilité (*istiqrar*). Ces manœuvres se sont souvent accompagnées d'une violence forte exercée par les forces de sécurité – en Égypte, au Soudan, moins en Algérie en 2019 où une façade civile a été difficilement, mais plus vite, imposée par l'État-major – pour opérer un coup d'arrêt à la mobilisation des sociétés. Dans tous les cas, cela s'accompagne également de l'expansion d'un appareil répressif et de surveillance qui a visé non pas seulement à réprimer les mouvements politiques organisés, mais *in fine* toute velléité de mobilisation issue de la société.

Les secteurs « sécuritaires » qui ont repris le dessus dans les différents États ont profité aussi de la fragili-

## Les phénomènes 'révolutionnaires' de mobilisations sociales ont provoqué des instabilités et des ébranlements des États, déjà fortement affaiblis institutionnellement ou 'faillis' par des dizaines d'années d'autoritarismes

té des sociétés civiles, dont les capacités de mobilisations étaient indéniables et répétées avec des effets de vague dans d'autres pays. Toutefois, les mobilisations « contre » (l'autoritarisme) ont rencontré des difficultés à construire des alternatives ou à bloquer les réaffirmations autoritaires depuis les sociétés civiles mobilisées, que ce soit sous forme de « comités de résistance » (au Soudan), de « coordinations » (*tansiqiyyat* en Syrie) ou de divers comités de mobilisation construits à partir de boucles sur les réseaux sociaux. Elles ont perdu pied politiquement quand des élections ouvertes étaient organisées, pendant un certain temps au moins, face aux acteurs politiques mieux organisés en partis comme les Islamistes (Frères musulmans) ou leurs rivaux sur l'usage d'un répertoire religieux, les Salafistes. Dans d'autres cas, comme en Syrie, elles ont été détruites par le régime d'Al Assad annihilant systématiquement l'émergence de toute alternative, ou ont été bloquées par l'arrivée d'acteurs non étatiques armés (milices). Les scènes politiques ont eu du mal à renaître et ont été fortement clivées ou polarisées, en particulier entre Islamistes et non-Islamistes (« sécularistes »). Et les réseaux militaro-sécuritaires ont pu alors capitaliser pour s'imposer sur les peurs de nombreux secteurs de la société, en particulier ceux qui travaillaient dans la pléthorique bureaucratie d'État, devant des transitions chaotiques.

### LES EFFONDEMENTS D'ÉTATS ET LE CHAOS SÉCURITAIRE DE LA FAILLITE

Pire encore et en nombre de plus en plus important, les chocs occasionnés par les révoltes des sociétés auxquels étaient soumis les pouvoirs autoritaires ont aussi suscité des effondrements d'États. Les phénomènes « révolutionnaires » de mobilisations sociales ont provoqué des instabilités et des ébranlements des États, déjà fortement affaiblis institutionnellement ou « faillis » par des dizaines d'années d'autoritarismes.

Le symptôme en a été la montée en puissance non pas seulement des sociétés civiles, mais des groupes armés non-étatiques ou milices, souvent issus de la fragmentation ou de l'implosion des secteurs sécuritaires et militaires des anciens régimes. La Libye à partir de 2012-13, après la guerre civile qui a mené à la chute de Qaddafi (avec aussi une intervention internationale franco-britannique) et après un processus de reconstruction pris en main par les Libyens et qui a suscité des espoirs, est tombée sous la coupe de milices (*katibat*). Leur spécificité est qu'elles se sont greffées au sein de l'État, ou ce qu'il en restait (Banque centrale, compagnie nationale pétrolière, fonds souverain), pour le piller, non sans ré-entrer en guerre civile en 2014, puis à

nouveau en 2019. Le pays s'est fracturé avec plusieurs gouvernements, entre l'Est et l'Ouest, même si chacun des camps était loin d'être homogène et n'était qu'un rassemblement de milices, comme par exemple ce qui est nommé l'Armée nationale libyenne du général-maréchal Haftar à l'Est – Tripoli est de même contrôlé par quelques milices de l'Ouest. Après des débuts prometteurs avec un « dialogue national » civique, le Yémen, aussi soumis à un fort interventionnisme régional (Arabie saoudite, Émirats arabes unis), a sombré dans la décomposition de l'État et la guerre civile à partir de 2015. Des élites périphériques (sécessionnistes) de l'ancien Yémen du Sud sont remontées en puissance, de même qu'un mouvement revivaliste Zaydi mené par une famille de l'extrême nord, les Houthis, qui a renversé le gouvernement (faible) de transition et a pris le pouvoir à Sanaa en 2014.

Dans tous ces cas, l'absence de sécurité, la décomposition institutionnelle et la fragmentation sécuritaire ont obéré toute reconstruction politique véritable. Ce qui domine, si on y regarde de plus près, n'est pas la réaffirmation autoritaire, mais plutôt l'effondrement et la guerre civile, la fragmentation où aucun groupe (armé) n'arrive à prendre le dessus et quelles que soient ses velléités autoritaires. À ce groupe de pays se rajoute le Soudan à partir d'avril 2023, lorsque les deux composantes majeures du secteur sécuritaire, l'armée et les Forces de soutien rapide, sont entrées dans un conflit fratricide pour le pouvoir entre leurs deux chefs, respectivement le général Al Burhan et le général Hemedti, qui ont dominé la transition de l'ancien régime d'Al Béchir à partir de 2019. Le pays s'est fracturé, le conflit s'est généralisé avec pour épice la capitale Khartoum prise par l'un ou l'autre et la société a été détruite dans une crise humanitaire monstrueuse.

La Syrie est un cas intermédiaire entre les trajectoires d'États décrites dans cette partie et ceux de la précédente, à partir de la victoire autoproclamée du régime d'Al Assad en 2018, qui a repris le contrôle sur ce qu'il appelait « la Syrie utile » avec l'aide cruciale de la Russie, de l'Iran et du Hezbollah. Le régime a éliminé ou marginalisé les principaux groupes de rébellion et les restes d'auto-organisation de la société civile syrienne, celle qui s'était soulevée pacifiquement en 2011. Pourtant, loin de reconstruire puis d'affermir son pouvoir politique, même son armée (comme a tenté de le faire la Russie) et sa politique régionale, en particulier avec la Turquie voisine fort interventionniste en Syrie (comme le conseillait Téhéran), entre 2018 et 2024 le régime s'est transformé en une machine de pillage systématique de l'État au profit de la clique au pouvoir autour de Bachar. Il ne s'est maintenu en place que parce que la société syrienne était trop épuisée par la guerre,

les privations, les difficultés économiques abyssales (monnaie, approvisionnement, électricité) pour pouvoir s'organiser en protestation, voire parce qu'une partie a été poussée en migrations. Ce pouvoir totalement « nu » s'est alors effondré d'un seul coup en quasiment deux jours avec la prise d'Alep d'abord sous l'effet de l'offensive du groupe rebelle issu d'une des dernières zones non reprises par le régime au Nord-Ouest, Hayat Tahrir al-Cham (HTS).

### **MONARCHIES ET CONTEXTE RÉGIONAL REMODELÉ FAVORISANT LA RÉAFFIRMATION AUTORITAIRE**

Parmi les régimes politiques autoritaires arabes persiste désormais une « exception » monarchique plus qu'une exception arabe. Les monarchies étaient des acteurs politiques, perçus comme condamnés à disparaître dans les années 1950-60 suite à des coups d'État devant mener à des républiques, puis comme des acteurs marginaux politiquement par rapport à des poids lourds comme l'Égypte, la Syrie ou l'Irak. Ces clichés ne sont plus de mise. Les monarchies du Golfe sauf Bahreïn – un État très proche de l'Arabie saoudite, ce qui explique l'intervention musculaire saoudienne et émiratiste pour soutenir le régime des Al Khalifa – voire le Maroc et la Jordanie, ont été moins touchées par les soulèvements du début des années 2010. Ou, en tout cas, si les prémisses de mobilisations s'y sont fait sentir, les régimes monarchiques ont su réagir pour absorber les contestations, les démonétiser par des investissements massifs à coup de milliards de dollars et en proposant l'espoir de « Visions 2030 » de développement et en jouant sur la légitimité de leurs systèmes politiques, moins décrédibilisés que ceux cités plus haut et renversés.

Les dirigeants en pointe dans la région, en particulier Mohammed Ben Zayed aux EAU et, à partir de 2015, Mohammed Ben Salman en Arabie saoudite, ont analysé les soubresauts touchant les autres régimes politiques autoritaires arabes non pas comme des événements auxquels ils avaient en grande partie échappé, mais en tant que phénomènes structurels – des modifications des rapports entre régimes et sociétés – nécessitant des réformes et des restructurations autoritaires, y compris pour eux. On constate, des EAU à l'Arabie saoudite ou le Maroc et la Jordanie, un raidissement des régimes, fait de répression classique et d'un nouvel accent sur la surveillance généralisée des sociétés, en particulier par la généralisation de techniques à la chinoise.

Qui plus est, les monarchies du Golfe, en premier lieu Arabie saoudite et EAU, non sans importantes divergences entre elles, ont projeté leur influence régionale et développé des mécanismes de soutien financier massif aux autres autoritarismes en difficulté dans la région, déployés en particulier en Égypte pour soutenir le régime d'Al Sissi après 2013, puis au Soudan en 2020. L'objectif est de préserver la « stabilité » des régimes, d'assurer la « sécurité » et de lutter contre le « terrorisme » (un vocable à l'extension large qui finit par inclure tout opposant), en commençant aussi par les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Le

Qatar a opté pour une politique plus démonstrative de soutien aux changements qui l'a amené par deux fois en 2014 et 2017, à de violentes disputes avec l'Arabie saoudite et les EAU. Ces deux pays ont aussi adopté des politiques d'interventionnisme très opportunistes dans certains États affaiblis, par exemple au Yémen, en Libye ou au Soudan (après 2023, surtout dans le cas des EAU).

### **UNE RÉGION PEU FAVORABLE À LA DÉMOCRATISATION...**

Au total, si les autoritarismes ont été ébranlés dans le monde arabe, le tableau ne pousse pas à l'optimisme, même si les sociétés peuvent demeurer revendicatives voire mobilisées, comme l'ont montré l'Iran en 2022 ou la Syrie après la chute du régime d'Al Assad en 2024. Les « sondages », par exemple du Arab Barometer, avec toutes les réserves sur ce genre d'exercice en situation autoritaire, montrent que la démocratie reste valorisée, dans l'absolu, mais fait l'objet de critiques comme solution pratique et en tout cas comme réponse effective aux problèmes économiques abyssaux et nourrit des désenchantements.

La démocratie promue de l'extérieur par intervention militaire, comme l'Irak en 2003, avait déjà été largement décrédibilisée par l'effondrement de l'État iraquien à répétition (2005-06, 2014) et l'incapacité américaine à stabiliser cet État qui, après le choc de Daech, est tombé entre les mains d'acteurs politiques confessionnels milicianisés et d'influences régionales (principalement d'Iran). L'Irak a été ébranlé en octobre 2019 (mouvement dit de Tichrin) par une révolte d'une large portion de sa société (surtout les jeunes) qui dénonçait la distribution confessionnelle du pouvoir en proclamant « nous voulons un pays » (*enrid watan*) et qui a été en grande partie réprimée. Parallèlement une autre révolte dénonçait le confessionnalisme du système politique au Liban, autre démocratie, au moins sur le papier.

Plus grave, l'expérience tunisienne, considérée après 2012-13 comme la seule exception démocratique, a vu se développer des attaques contre la démocratie au nom du populisme et avec un effacement des frontières entre démocratie et autoritarisme après le coup d'État « contre la Constitution » du président Kais Saïd en juillet 2021 et la répression qui a suivi. L'authentique ouverture de la Tunisie en 2011, qui s'est complexifiée entre 2011 et 2014 (avec l'adoption de la Constitution), puis s'est grippée et n'a produit aucune réforme si ce n'est un partage du pouvoir entre Islamistes (Ennahda) et « sécularistes » (à défaut d'autre terme) ou anciens du régime de Ben Ali, a suscité des mécontentements profonds qui ont été captés par un leader populiste qui s'est voulu le continuateur de la « révolution » de 2011 trahie par les élites et qui a construit un pouvoir sans limite. L'autoritarisme prospère aussi sur l'affaiblissement de son antonyme, la démocratie, qui plus est alors que le contexte international n'est pas à la domination des démocraties et de leurs politiques de promotion de la démocratie (déjà bien amendées pour des raisons « stratégiques » au Moyen-Orient), mais à la réémergence de puissances (Chine, Russie) et de modèles autoritaires concurrents./